

RÉGION

DÉBAT TÉLÉVISÉ

Ce soir à 18h au Théâtre du Funambule à Nyon, Martine Pont et Michel Grosbois (pétitionnaires), Pierre Imhof (EVAM) et Gérald Cretegnny (syndic) seront sur le plateau de NRTV pour un débat sur les requérants. Le débat est ouvert au public.

L'ARCHIVES LA CÔTE

GLAND La séance d'information de lundi soir sur l'arrivée des requérants d'asile à l'abri PC des Perreretts a rapidement tourné à la foire d'empoigne.

Non, ils ne veulent pas des migrants



La salle de Montoly a rarement connu pareille affluence.



Philippe Leuba a tenté de convaincre la population.



Martine Pont, initiatrice de la pétition.



COMMENTAIRE
RODOLPHE HAENER
JOURNALISTE

Et la foule devint meute

Une salle chauffée à blanc, acquise à la cause des opposants à la venue des requérants. Des pétitionnaires usant d'ironie en début de séance, multipliant les attaques personnelles à l'égard des représentants du Canton et de la commune. Et à chaque fois ovationnés par une assemblée devenue meute. Pour ne pas dire grégaire. Puis l'intervention de Philippe Leuba qui, même s'il a tenu à défendre sa réputation d'inflexible «expulseur» de requérants, s'est fait railler lorsqu'il a tenté la franchise d'admettre que des soucis pourraient se produire, et ce malgré un dispositif de sécurité accru à Gland. Difficile de convaincre. Sur-tout lorsque des relents nauséabonds se font ressentir via certaines interventions: on pense à la crainte de certains de la transmission de maladies à la population locale par les requérants. Ah, le fameux virus de l'autre», le virus qu'est l'autre... et qui mettrait en péril la «grande santé» nationale. Et celle de nos enfants, puisque ceux-ci étaient au cœur des conversations, puisque certains ont demandé à ce qu'on barricade désormais les écoles. Des alibis à un problème plus vaste, ces chères têtes blondes? Pas impossible. A l'extérieur de cette salle pleine à craquer, un homme écoute et dit: «les gens ont besoin d'exprimer collectivement leurs peurs. C'est expiatoire, c'est un défouloir. Ça ira mieux ensuite.» Espérons... ◉

TEXTES: LUCA DI STEFANO
PHOTOS: AUDREY PIGUET
info@lacote.ch

La conversation devait porter sur les impératifs du Canton en matière d'accueil des requérants et sur les solutions à trouver à moyen terme pour améliorer la situation à Gland. Mais lundi soir à Montoly, dans une salle comble (env. 500 personnes), la discussion telle qu'attendue n'a pas eu lieu. A la place, ce fut la foire d'empoigne.

Avant la séance, les pétitionnaires s'étaient placés à l'entrée de Montoly et distribuaient un document: «1282 citoyens de Gland

montent aux barricades», pouvait-on lire. Dans cette lettre, les responsables politiques «paraissent inconscients de leurs actes» et incapables de retenir «les leçons de l'histoire», en référence à la «gigantesque» bagarre survenue en janvier entre requérants dans l'abri de Nyon.

Sur scène, tout a commencé par l'intervention des pétitionnaires opposés à la venue des requérants sur le lieu des Perreretts. Et les arguments se sont limités à une série de coupures de presse et de citations quant aux problèmes de trafic de drogue à proximité de centres qui accueillent des requérants. «La drogue, c'est bien-

tôt devant chez vous», lance un pétitionnaire. «La cocaïne sera vendue au supermarché, à côté des fruits et légumes», complète narquois Michel Grosbois, représentant du comité pétitionnaire. Premières acclamations d'un public unanime et conquis.

La Côte sous-représentée

Puis la parole est passée au chef du Département de l'intérieur Philippe Leuba qui, face à une assistance dubitative, voire carrément hostile, insistait sur les obligations légales du Canton. «Nous n'avons pas d'autre solution que de les recevoir.» Puis, chiffres à l'appui, il s'évertuait à exposer des données: les demandes d'asile ont augmenté de 18% entre le premier trimestre de 2010 et celui de 2011. Vaud est contraint par la Confédération d'accueillir 8,4% des requérants et la place manque. «La Côte demeure sous-représentée en matière d'accueil», martelait-il.

Pierre Imhof, directeur de l'EVAM, tentait alors de détailler les diverses étapes de l'accueil des

migrants (lire notre édition d'hier). Dans sa présentation, une ligne était réservée à la problématique de la drogue: «trafic de stupéfiants sous contrôle, selon la police». Moquerie du public. La salle bout et attend de passer au débat. Avant cela, le commandant de la Gendarmerie Olivier Botteron a vainement tenté de rassurer la population.

Place aux questions, les mains se lèvent par dizaines pour intervenir. Les discours sont soigneusement préparés et lus aux autorités qui encaissent. Martine Pont, initiatrice de la pétition qui s'oppose à la venue des migrants mentionne un «détestable état de fait». «Regardez-moi bien dans les yeux, rétorque un Philippe Leuba tendu, pensez-vous que nous ne tenons pas compte des préoccupations de la population? Les mesures entreprises ici n'ont aucun équivalent dans le Canton.»

Le public quitte la salle

Les droits de l'enfant sont alors évoqués par un parent d'élève. Puis, un citoyen à contre-courant

LE «SHÉRIF DE BEX», ANDRÉ CORBOZ, INVITÉ SURPRISE

Né à Nyon, André Corboz, surnommé le «Shérif de Bex», se dit en guerre depuis 10 ans contre les requérants en raison du trafic de drogue. Reconnu coupable de racisme en 2005 pour avoir écrit «Nègres dehors» sur un mur, il n'en démord pas. Lundi soir, il n'a pas hésité à fustiger les autorités, accusant Philippe Leuba d'incompétence et de malhonnêteté, dans une colère rare, rompant les protocoles du débat. Son intervention nerveuse fut saluée par une acclamation de la salle. Après le débat, Philippe Leuba avouera ne pas avoir voulu polémiquer. ◉

RÉACTIONS À L'ISSUE DE LA SOIRÉE D'INFORMATION

PHOTOS AUDREY PIGUET, TATIANA HUF ET ARCHIVES ALEXIS VOELIN



MICHEL GROSBOIS
PÉTITIONNAIRE

«Nous avons montré la réalité»

«En sortant ces coupures de presse, nous n'avons fait que montrer la réalité. Je le dis clairement: accueillir oui, mais pour autant que les hôtes se comportent bien. Si je vous accueille chez moi, je n'ai pas envie que vous veniez déchirer mes rideaux ou tout saccager. Un requérant doit respecter le pays qui l'accueille. On pourrait aussi mettre les migrants dans des casernes militaires, par exemple. Je pense aussi qu'il faudra changer la loi au niveau fédéral sur l'accueil des requérants.»



CATHERINE LABOUCHÈRE
CONSEILLÈRE PLR

«Je suis choquée, déçue et décontenancée!»

«Une salle surchauffée ne raisonne plus. Je suis extrêmement choquée, décontenancée, d'autant plus que cette population glandoise a pris pour habitude d'organiser des séances d'accueil et des fêtes multiculturelles pour les habitants étrangers. A Gland, il y a une centaine de nationalités différentes! Ce soir, on aurait dit que les gens ne considéraient plus l'humain. Il n'y avait rien à faire, la salle ne voulait pas écouter.»



VALÉRIE CORNAZ-ROVELLI
CONSEILLÈRE LES VERTS

«Atmosphère lourde et trop d'agressivité»

«J'ai beaucoup hésité avant de signer la pétition, chose que j'ai faite après réflexion. Chez les Verts, nous ne sommes pas contre la venue des requérants, mais le lieu proposé nous paraît inadéquat, car cette solution est toute sauf durable. Hier soir, tout a été mélangé, sans finalement avoir de véritables réponses. L'atmosphère était lourde et il y avait trop d'agressivité. Mais peut-être que la commune a sa part de responsabilité dans le protocole en ayant refusé le recours avant la séance publique.»



GEORGES GRANDJEAN
CONSEILLER GdG

«Déçu de n'avoir parlé que de sécurité»

«Les GdG soutiennent la politique de la Municipalité, car nous pensons que celle-ci a pris les mesures nécessaires. Hier soir, j'ai été déçu de voir que les questions portaient uniquement sur la sécurité, et ce malgré la présence du chef de la Gendarmerie, venu pour expliquer son programme. J'aurais aimé qu'on aborde d'autres thèmes, comme par exemple savoir ce que nous, les citoyens, pouvions faire en terme de bénévolat pour aider à l'intégration des migrants. Ensuite, tout a dérapé.»



JEAN-MICHEL FAVEZ
CONSEILLER PS

«Abasourdis par la violence et la haine»

«Nous avons été abasourdis par la violence et la haine contenues dans certains propos entendus lundi soir. Il y avait un décalage entre le texte de la pétition et les discours prononcés, ce qui nous paraît grave. Même si nous comprenons très bien les craintes liées à l'arrivée des migrants, et que nous avons toujours demandé un renforcement des présences policières. Le dispositif prévu par la Gendarmerie paraît cependant convainquant.»



MAURIZIO DI FELICE
CONSEILLER UDC

«Les procédures sont trop longues...»

«L'UDC est contre l'arrivée des migrants à proximité du Collège des Perreretts. Et, dans la mesure du possible, nous aurions préféré ne pas devoir accueillir de requérants à Gland. Mais la loi est ce qu'elle est, et nous la respectons. Même si les procédures trop longues, faisant parfois naître des espoirs aux migrants, peuvent être source de situations tragiques. L'asile reste sacré pour l'UDC, nous savons qu'il faut aider. Mais dans des conditions correctes.»